



BIBLIOTHEQUES  
"3, RUE C. OLLIETTI"  
11100 AOSTA

# Le reveil Social



ORGANE MENSUEL DU SAVT  
Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

N° 1 • JANVIER 2001

20<sup>e</sup> année - Nouvelle série  
Expédition abonnement postal (art. 2, alinéa 20/C, loi n° 662/96), agence d'Aoste

## ÉDITORIAL

### Multiplions nos efforts

GUIDO CORNIOLO

2001 : nous voilà à l'aube d'une nouvelle année qui nous permet, enfin, d'affirmer, sans craindre d'être démentis, que nous venons d'entrer dans le troisième millénaire.

L'hiver a toujours représenté pour nous, gens de montagne, le premier défi à relever pour notre survie.

Aujourd'hui, l'homme moderne, se donne le luxe de profiter de toutes les saisons et n'a plus peur, ni du froid, ni de la nuit. Pourtant, nous avons pu constater à nos frais, nous les Valdôtains, et avec amertume, comment la nature peut s'approprier notre technologie et notre capacité de créer des vêtements élaborés et de croire qu'ils peuvent nous protéger contre la violence des éléments. Il n'en a pas été ainsi et nous avons dû compter et pleurer nos morts. Cependant, c'est des malheurs que nous devons tirer les bons enseignements, ceux qui nous permettent de nous améliorer.

Notre communauté a su affronter avec courage et abnégation les événements dramatiques que l'an 2000 nous a réservés, en démontrant une maturité et un esprit de solidarité que nous croyions perdus.

Le SAVT a été en première ligne et le sera encore davantage aujourd'hui, au moment le plus difficile, au moment où il faut faire des choix importants pour reconstruire notre avenir.

L'économie valdôtaine tout entière a été saccagée par la catastrophe du mois d'octobre. Les dommages dans l'industrie et dans l'agriculture représen-

tent à eux seuls quelques centaines de milliards de lires. Mais la force de la renaissance et les investissements publics et privés sauront rendre de nouveau compétitive notre économie.

Les problèmes de nature syndicale restent nombreux et difficiles à résoudre. Le marché du travail en évolution permanente nous force à être particulièrement attentifs à l'égard des problèmes de toutes les catégories que nous représentons. Nous devons multiplier nos efforts afin d'être présents dans chaque lieu de travail et assurer à nos adhérents une information exacte et une aide adéquate. Pour affronter au mieux les défis que le monde moderne nous lance nous ne pouvons que miser sur notre croissance culturelle, professionnelle et technologique, dans le respect des principes qui ont toujours animé notre organisation : la transparence et l'honnêteté de l'action syndicale.

L'ami Firmino Curtaz a décidé de démissionner de ses fonctions de secrétaire général du SAVT : je ne peux que lui adresser tous nos remerciements pour le travail énorme qu'il a accompli pour notre syndicat au cours de ces 17 dernières années.

J'espère enfin que 2001 sera une année généreuse avec nous tous et qu'elle nous permettra, avec l'aide et la collaboration de tous les adhérents, de réaliser les objectifs que nos statuts nous indiquent depuis bientôt cinquante ans et qui ont sans cesse inspiré notre action.

## Pour défendre l'Europe des peuples

*Nous publions ci-après la première partie de la Déclaration, à Saint-Jacques-de-Compostelle, de l'Intergroupe des nations sans État du Parlement européen.*

### L'Intergroupe des nations sans État.

L'intergroupe des nations sans État du Parlement européen se réunit à Saint-Jacques-de-Compostelle, ville symbolique au niveau de la formation historique de la conception même de l'Europe, pour analyser la situation de la structuration de l'Union européenne dans la perspective des modifications des Traités intervenus à Nice et de l'élargissement à de nouveaux États de l'Est et de la Méditerranée. L'intergroupe se réunit alors qu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Union européenne connaît une évolution historique vers une intégration majeure et vers un partage des souverainetés, qui s'inscrit dans le cadre d'un processus de transfert de la souveraineté à des instances supranationales s'accompagnant de la reconnaissance politique et institutionnelle des réalités nationales internes aux États membres de l'Union ainsi que d'une décentralisation en faveur d'entités politiques subétatiques à caractère territorial. Ce processus ouvre de nouvelles perspectives aux nations qui réclament la reconnaissance de leurs compétences politiques et législatives, de même que le droit à l'autonomie majeure sur le plan national et dans le cadre de l'Union européenne.

L'intergroupe des nations sans État, constitué de députés nationalistes d'Écosse, du Pays de Galles, de Flandre, du Val d'Aos-



te, de Catalogne, du Pays Basque, de Galice, d'Andalousie et des îles Canaries s'est fixé comme objectifs la défense et la reconnaissance politique de la diversité nationale, culturelle et linguistique européenne, l'application des principes d'autonomie et de subsidiarité dans l'exécution des politiques communautaires, le soutien de la politique d'équilibre territorial et de cohésion sociale de l'Union et la promotion de la participation politique, au sein des institutions de l'Union européenne, des nations sans État et, en général, des entités politiques autonomes des États membres.

Les députés de l'Intergroupe relèvent d'organisations politiques reposant sur un nationalisme démocratique, universaliste, civique et défendant les droits de l'Homme. Ils respectent les formes et objectifs institutionnels adoptés par chaque force politique dans la poursuite de la souveraineté et de l'autonomie pour leur nation. Les organisations réunies au sein de l'Intergroupe rejettent avec for-

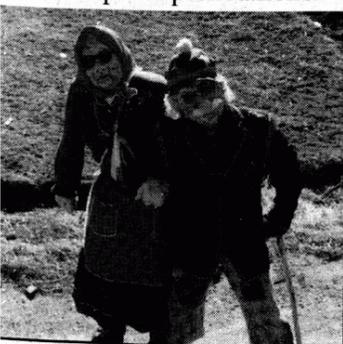
ce la violence dans la poursuite de leurs objectifs politiques. Les membres de l'Intergroupe estiment que l'Union européenne constitue un espace politique potentiellement valable en vue de la reconnaissance du nationalisme civique représenté par nos partis, lequel est compatible avec l'approfondissement de l'Europe des citoyens et des peuples et opposé à l'expansionnisme centralisateur et uniformisant de certains États ayant tant de fois entraîné des guerres tragiques dans l'histoire de l'Europe.

L'Intergroupe défend un principe de la souveraineté partagée cohérent avec le processus de construction d'une Europe politique et exige des États membres qu'ils reconnaissent explicitement ce principe aussi bien au niveau des compétences transférées à l'Union européenne qu'à celui des compétences politiques et législatives des nations et entités politiques jouissant d'un niveau élevé d'auto-gouvernement.

*A suivre*

## Carnevale 2001

Il SAVT-retraité organisera, in occasione del carnevale 2001, una gita per partecipare ad una sfilata di carri allegorici. Indicativamente si prevede che la gita si terrà nella prima domenica di marzo, nel vicino Piemonte. Tutti gli interessati possono rivolgersi presso le sedi SAVT per la prenotazione.



**Il settore Industria del SAVT  
organizza  
per il giorno 11 febbraio 2001  
alle ore 12,30  
presso il ristorante  
Comte de Challant di Fénis  
un pranzo per iscritti e simpatizzanti**

Il pomeriggio sarà allietato dalla musica di Flavio Boverod.

Le prenotazioni vanno fatte presso i delegati sindacali delle varie aziende oppure nelle sedi SAVT di Verrès (tel. 01 25 92 04 25), Pont-Saint-Martin (tel. 01 25 80 43 83) o Aosta (tel. 01 65 23 83 84) entro e non oltre il 9 febbraio 2001.

## DPR 333/2000: disabili e diritto al lavoro negli Enti Pubblici

MICHEL MARTINET

Con la pubblicazione sulla Gazzetta ufficiale n. 270 del 18 novembre 2000 del regolamento di esecuzione della legge 12 marzo 1999 recante "Norme per il diritto al lavoro dei disabili" si è completato il quadro normativo che nella Legge 68/99 era stato solo abbozzato.

Questo provvedimento ha sostituito, dopo oltre trent'anni, la legge 482/68 proponendo la disciplina della materia in modo più moderno e cercando di recepire i mutamenti della società e dell'ordinamento giuridico.

Le nuove disposizioni parlano

infatti di "diritto al lavoro dei disabili" anziché semplicemente di "assunzioni obbligatorie" e così pure tra le finalità della legge rientrano non solo le assunzioni ma più in generale la promozione dell'inserimento e dell'integrazione lavorativa dei disabili nel mondo del lavoro attraverso "servizi di sostegno" e il "collocamento mirato". Non si individua quindi un'assunzione qualsiasi, ma un collocamento qualitativo, nel senso che consenta di valutare adeguatamente le capacità lavorative delle persone disabili per inserirle nel posto più adatto. Questa azione

*Segue a pagina 3*

# Le aliquote e la detrazioni IRPEF dal 1 gennaio 2001

FÉLIX ROUX

La legge finanziaria 2001, approvata a dicembre 2000, ha previsto diverse novità per quanto riguarda il fisco. Infatti riduce ulteriormente le aliquote IRPEF, da

applicare a partire dal periodo d'imposta 2001, per tutte le fasce di reddito. In particolare, al primo scaglione IRPEF, fino a 20 milioni, si applica l'aliquote del 18% (anziché del 18,5%), i redditi da 20 a 30 milioni saranno

tassati con l'aliquote del 24% (anziché del 25,5%), i redditi da 30 a 60 milioni con aliquote del 32% (anziché del 33,5%). Ridotte dello 0,50% anche le aliquote IRPEF che colpiscono i redditi superiori a 60 milioni (vedi tabella 1).

Tabella 1 - Scaglioni e aliquote IRPEF

Scaglioni di reddito		Aliquote IRPEF dal 1.1.2001
Annuo	Mensili	
Fino a 20.000.000	Fino a 1.666.666	18%
Da 20.000.001 a 30.000.000	Da 1.666.667 a 2.500.000	24%
Da 30.000.001 a 60.000.000	Da 2.500.001 a 5.000.000	32%
Da 60.000.001 a 135.000.000	Da 5.000.001 a 11.250.000	39%
Da 135.000.001 in poi	Da 11.250.001 in poi	45%

**Addizionale regionale**

Occorre inoltre applicare, in aggiunta alle aliquote IRPEF, la tassa

dello 0,90% su tutto l'imponibile IRPEF annuo come addizionale regionale (ciascuna regione, con proprio

provvedimento, può maggiorare l'aliquote fino al 1,4%; la maggiorazione non riduce le aliquote IRPEF).

Tabella 2 - Detrazioni per lavoro dipendente, pensione

REDDITO ANNUO	DETRAZIONE	
	Importo annuo	Importo mensile
Fino a 12.000.000	2.220.000	185.000
Da 12.000.001 a 12.300.000	2.100.000	175.000
Da 12.300.001 a 12.600.000	2.000.000	166.666
Da 12.600.001 a 15.000.000	1.900.000	158.333
Da 15.000.001 a 15.300.000	1.750.000	145.833
Da 15.300.001 a 15.600.000	1.600.000	133.333
Da 15.600.001 a 15.900.000	1.450.000	120.833
Da 15.900.001 a 16.000.000	1.330.000	110.833
Da 16.000.001 a 17.000.000	1.260.000	105.000
Da 17.000.001 a 18.000.000	1.190.000	99.166
Da 18.000.001 a 19.000.000	1.120.000	93.333
Da 19.000.001 a 30.000.000	1.050.000	87.500
Da 30.000.001 a 40.000.000	950.000	79.166
Da 40.000.001 a 50.000.000	850.000	70.833
Da 50.000.001 a 60.000.000	750.000	62.500
Da 60.000.001 a 60.300.000	650.000	54.166
Da 60.300.001 a 70.000.000	550.000	45.833
Da 70.000.001 a 80.000.000	450.000	37.500
Da 80.000.001 a 90.000.000	350.000	29.166
Da 90.000.001 a 90.400.000	250.000	20.833
Da 90.400.001 a 100.000.000	150.000	12.500
Da 100.000.001 in poi	100.000	8.333

Se alla formazione del reddito complessivo concorrono soltanto trattamenti pensionistici di importo complessivamente non superiore ai limiti previsti, il reddito dell'unità immobiliare

adibita ad abitazione principale e delle relative pertinenze e redditi da terreni per un importo non superiore a lire 360.000, spetta una ulteriore detrazione, rapportata all'età e al periodo di

pensione nell'anno.

La detrazione più elevata compete a decorrere dal periodo d'imposta nel quale è compiuto il settantacinquesimo anno di età.

Tabella 3 - Ulteriore detrazione per i pensionati

Redditi di pensione annui	ULTERIORE DETRAZIONE			
	fino a 75 anni		oltre 75 anni	
	annuo	mensile	annuo	mensile
Fino a 9.400.000	190.000	15.833	430.000	35.833
Da 9.400.001 a 18.000.000	120.000	10.000	360.000	30.000
Da 18.000.001 a 18.500.000	-	-	180.000	15.000
Da 18.500.001 a 19.000.000	-	-	90.000	7.500

Tabella 4 - Detrazione per coniuge a carico (invariata)

Reddito annuo	DETRAZIONE	
	Importo annuo	Importo mensile
Fino a 30.000.000	1.057.552	88.129
Da 30.000.001 a 60.000.000	961.552	80.129
Da 60.000.001 a 100.000.000	889.552	74.129
Da 100.000.001 in poi	817.552	68.129

**Detrazioni per figli ed altre persone a carico**

La finanziaria 2001 ha previsto un aumento di queste detrazioni indicate nelle tabelle 5 e 6.

Tabella 5 - Detrazioni per i figli a carico dal 1.1.2001

Numero figli	Reddito complessivo fino a 100.000.000 annui		Reddito complessivo oltre i 100 milioni annui	
	DETRAZIONE annua	DETRAZIONE mensile	DETRAZIONE annua	DETRAZIONE mensile
Per il primo figlio	552.000	46.000	516.000	43.000
Per ogni figlio oltre al primo	616.000	51.333	516.000	43.000

**N.B.:**

Per i figli di età INFERIORE A 3 ANNI spetta una ulteriore detrazione di Lire 240.000 annue (lire 20.000 mensili), indipendentemente dal reddito complessivo annuo.

Tabella 6 - Detrazione per altri familiari a carico

	Importo di detrazione			
	Reddito complessivo fino a 100 milioni annui		Reddito complessivo oltre i 100 milioni annui	
	annuo	mensile	annuo	mensile
Per ogni altro familiare a carico	552.000	46.000	516.000	43.000

**NOTE:**

1) Le persone (coniuge, figli, altri familiari) si considerano a carico se non hanno redditi propri annui superiori a 5.500.000 lire, al lordo degli oneri deducibili.

2) La detrazione può essere ripartita tra coloro che hanno diritto alle detrazioni (ad esempio tra i genitori, se entrambi lavorano e superano le 5.500.000 annue).

## Variazione degli interessi legali

Dal 1 gennaio 2001 la nuova misura degli interessi legali è del 3,5%. Nella tabella sottostante è riassunta la successione temporale delle varie misure del saggio di interesse legale.

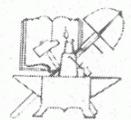
MISURA	DECORRENZA
5%	Dal 21 aprile 1942 al 15 dicembre 1990
10%	Dal 16 dicembre 1990 al 31 dicembre 1996
5%	Dal 1° gennaio 1997 al 31 dicembre 1998
2,5%	Dal 1° gennaio 1999 al 31 dicembre 2000
3,5%	Dal 1° gennaio 2001

Il tasso di interesse legale viene applicato in diversi casi, tra l'altro alla cauzione che viene richiesta all'inquilino dal proprietario dell'abitazione, allorquando si stipula un contratto di locazione.

In questo caso il proprietario, di norma, deve corrispondere l'interesse legale all'inquilino a fine di ogni anno locativo.

Le Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains.

Les objectifs du SAVT sont:  
 ✓ la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs de la Vallée d'Aoste et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail;  
 ✓ la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral.  
 Afin d'atteindre ses objectifs, le SAVT par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser:  
 ✓ la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;  
 ✓ la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes de la Vallée d'Aoste dans tous les secteurs économiques;  
 ✓ la parité entre les droits des hommes et des femmes;  
 ✓ la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique en Vallée d'Aoste;  
 ✓ l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences de lutte commune.



**Le Réveil Social**  
mensuel, organe de presse du SAVT.

**Rédaction**

SAVT - 2, place Manzetti  
 téléphones: 0165238384  
 0165238394 - 0165235383  
 Aut. Tribunal d'Aoste n° 15  
 du 9 décembre 1982

**Imprimerie**

«Arti Gradiche Duc»  
 73, avenue du «Battaglione Aosta» - 11100 Aoste  
 téléphone: 0165236888  
 fax: 0165236713

**Directeur responsable**  
David Mortara

**Comité de rédaction**  
Guido Corniolo - Dina Quendoz - Felice Roux



SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

## DPR 333/2000: disabili e diritto al lavoro negli Enti Pubblici

si svolge attraverso una varietà di possibilità: analisi di posti di lavoro, forme di sostegno, azioni propositive e soluzioni dei problemi connessi con i luoghi quotidiani non solo di lavoro, ma anche più in generale di relazione.

Il diritto all'assunzione in presenza di determinate situazioni resta pur sempre il momento centrale della tutela ed è pertanto anche l'oggetto del regolamento.

### Iscrizione negli elenchi

Possono iscriversi negli elenchi del collocamento obbligatorio i soggetti che siano in età lavorativa, e cioè compresi tra 15 anni e l'età pensionabile, di cui alla seguente tabella:

### Obbligo di riserva

La legge 68/99 prevede che gli enti sono obbligati ad assumere appartenenti alle categorie protette secondo le seguenti percentuali:

TIPO DI ENTE	OBBLIGO	MODALITÀ
Enti con meno di 15 dipendenti	nessun obbligo	
Enti che occupano da 15 a 35 dipendenti	un lavoratore	solo in caso di nuove assunzioni
Enti che occupano da 36 a 50 dipendenti	due lavoratori	dall'entrata in vigore della legge 16.01.2000
Enti che occupano più di 50 dipendenti	7% dei lavoratori occupati	dall'entrata in vigore della legge 16.01.2000

In base al comma 1 del DPR 333/2000, i datori di lavoro devono calcolare le percentuali da riservare ai soggetti iscritti negli

elenchi del collocamento obbligatorio sul numero di lavoratori complessivamente occupati tenendo conto anche delle posizioni di part-time nella base di calcolo per determinare le posizioni da ricol-

prire con lavoratori disabili. L'art. 5 della Legge prevede che i datori di lavoro (sia pubblici che privati) possono essere autorizzati, su loro motivata richiesta, ad assumere in un'unità produttiva un numero di lavoratori disabili superiore a quello prescritto, portando le eccedenze a compensare il minor numero di lavoratori assunti in altre unità.

### Rapporto di lavoro

Per quanto riguarda il rapporto di lavoro, il regolamento non prevede norme integrative rispetto a quelle previste dalla legge. Di conseguenza ai lavoratori disabili deve essere garantito, per determinare una situazione di parità con gli altri lavoratori, il trattamento economico e normativo previsto dai contratti collettivi.

### Portatori di handicap

Portatori di handicap fisico, psichico, sensoriale o intellettuale che comportino una riduzione della capacità lavorativa superiore al 45% accertata dalle competenti commissioni.

### Invalidi del lavoro

Invalidi del lavoro con grado di invalidità superiore al 33% accertata dall'INAIL.

### Non vedenti

Persone colpite da cecità assoluta o con residuo visivo non superiore a un decimo a entrambe gli occhi, con eventuale correzione.

### Sordomuti

Persone colpite da sordità dalla nascita o prima dell'apprendimento della lingua parlata.

### Invalidi di guerra e per servizio

Invalidi di guerra, invalidi civili di guerra e invalidi per servizio con minorazioni ascritte dalla prima all'ottava categoria delle tabelle annesse al DPR 915/78.

## Assicurazioni per le casalinghe

Si ricorda a tutte le casalinghe senza posizione assicurativa che vi sono due tipi di assicurazioni contro gli infortuni domestici: una obbligatoria, prevista dall'INAIL, e una facoltativa, ai sensi della legge regionale del 27/05/1998, n. 44 (art. 8, comma 4).

La prima, obbligatoria, è rivolta alle persone che hanno un'età compresa tra i 18 e i 65 anni e svolgono un lavoro finalizzato alla cura della famiglia e dell'ambiente domestico. L'ammontare di tale premio è pari a Lire 25.000 annue da versare entro marzo 2001. Tale importo sarà a carico dello Stato nei seguenti casi:

1) Titolarità di reddito lordo ai fini IRPEF (non derivanti da pensione e/o lavoro dipendente) non superiore a Lire 9.000.000 annui;

2) Appartenenza ad un nucleo familiare il cui reddito complessivo lordo ai fini IRPEF non sia superiore a Lire 18.000.000 annui.

La persona assicurata ha diritto ad una rendita esente da oneri fiscali per tutti quegli infortuni avvenuti in ambito domestico dai quali sia derivata un'invalidità pari o superiore al 33%. Tale menomazione comporta un indennizzo di Lire 331.291 mensili.

La seconda, facoltativa, è stata istituita con la legge regionale n. 44 del 27 maggio 1998, che garantisce un indennizzo in caso di

infortuni domestici per inabilità temporanea assoluta. La prestazione è erogata a favore di persone maggiorenni, prive di coperture assicurative o trattamento pensionistico, residenti in Valle d'Aosta e che svolgano da almeno un anno l'attività domestica. Condizione essenziale per poter fruire dell'indennizzo è l'aver effettuato l'iscrizione nell'Albo regionale



delle persone casalinghe, attraverso un'apposita domanda da inoltrare al sindaco del comune di residenza dell'interessato completa di marca da bollo di Lire 25.000. Tale costo è l'unico onere a carico dell'interessato e varrà fino a quando non cesseranno le condizioni per essere considerati iscritti a tale Albo.

L'indennità viene pagata sia in caso di infortunio che in caso di degenza ospedaliera.

La domanda, in caso di infortunio, deve essere presentata all'Assessorato alla sanità ed assistenza

sociale entro dieci giorni dalla data dell'infortunio. Nei successivi trenta giorni deve essere presentato il certificato medico redatto dal medico di base attestante l'avvenuto infortunio. Il pagamento è concesso nella misura di Lire 35.000 giornaliere a decorrere dal quinto giorno di inabilità fino alla data di guarigione, per un massimo di sei mesi all'anno.

Per quanto concerne l'indennità di degenza ospedaliera, la domanda deve essere presentata entro sei mesi dall'avvenuta dimissione ospedaliera all'Assessorato alla sanità ed assistenza sociale. L'attribuzione del contributo decorre dal quarto giorno successivo a quello di ricovero e per un periodo massimo di sei mesi l'anno. In caso di decesso l'indennità sarà erogata agli eredi.

Le iscrizioni possono essere fatte presso le nostre sedi, dove troverete le informazioni e il materiale necessari.

Tale iniziativa si presenta interessante in quanto, oltre ad essere riconosciuto il lavoro svolto dalle casalinghe garantendo una copertura assicurativa rilevante, anche in termini economici vi è una buona copertura, soprattutto nei casi in cui le donne siano nella necessità di dover accudire la famiglia obbligatoriamente, pur possedendo una situazione economica di estrema precarietà.

## SAVT-ÉCOLE • SAVT-ÉCOLE • SAVT-ÉCOLE

## Riordino dei cicli: avvio a settembre

VILMA VILLOT

Il 12 e il 21 dicembre scorso, il Parlamento ha espresso il suo parere favorevole rispetto al Programma quinquennale di progressiva attuazione della legge 30/2000 e alla Relazione di fattibilità; spetta quindi al Governo e al ministro della Pubblica Istruzione emettere i decreti necessari per la realizzazione vera e propria della riforma stessa.

Dal Ministero si assicura che a fine mese saranno pronti i curricula per la nuova scuola di base che unificherà in un settennio le elementari e le medie.

Nel frattempo il ministro Tullio De Mauro consulterà *on line* gli istituti attendendo le loro osservazioni. A questo proposito, anche nella nostra regione la Sovrain-tendenza ha istituito un gruppo di lavoro sul tema "Autonomia e curriculum". Il gruppo, formato da



I due documenti, da poco approvati, contengono le indicazioni per una essenziale, progressiva e graduale (questi sono stati i suggerimenti di Camera e Senato) introduzione della riforma. Da settembre 2001 dovrebbero essere interessate le classi prima e seconda del ciclo di base, mentre per il primo anno della secondaria si slitterebbe all'anno scolastico 2002-2003, il pieno regime sarà raggiunto solo nel 2012-2013.

Di fatto l'avvio della riforma è agli sgoccioli per insegnanti ed allievi e per i genitori intenti ad iscrivere i propri figli al primo anno (il termine ultimo in Valle d'Aosta è il 10 febbraio 2001) gli interrogativi non sono pochi: cosa faranno gli alunni della prima e seconda classe dell'ex scuola elementare?

personale del Servizio Ispettivo Tecnico, da insegnanti e personale dirigente, opera presso il Servizio Ispettivo con il compito di definire alcune ipotesi di sviluppo curricolare nell'arco della scolarità dai tre ai diciotto anni. Inoltre, allo scopo di svolgere un lavoro proficuo e in cooperazione con le scuole e gli organismi che operano in campo scolastico è stato attivato un forum telematico presso il sito <http://www.scuolavda.org>.

I provvedimenti da mettere in cantiere sono ancora molti e la situazione di incertezza e di ignoranza su come funzionerà il ciclo di base, il maggiormente coinvolto dai mutamenti, non instaura certamente il clima necessario per avviare una riforma già ampiamente contrastata.

## Quello che manca alla riforma

### Provvedimento

### Chi decide

Nuovi curricula I ciclo (entro gennaio 2001)

Decreto Pubblica Istruzione

Nuovi curricula II ciclo (entro dicembre 2001)

Decreto Pubblica Istruzione

Individuazione titoli e nuovi curricula richiesti per reclutamento nuovi insegnanti

Ministero Pubblica Istruzione - Murst

Aggregare attuali ruoli personale docente

Decreto ministero Pubblica Istruzione

Costituzione di un'anagrafe professionale

Convenzione Pubblica Istruzione e Gestore sistema informatico

Programma di riqualificazione e formazione professionale

Decreto ministero Pubblica Istruzione e contrattazione organizzazioni sindacali

Realizzazione dell'organico funzionale di istituto

Decreto ministero Pubblica Istruzione

Adeguamento delle strutture edilizie

Concertazione Amministrazione scolastica/Enti locali

Adeguamento infrastrutture tecnologiche

Cipe Fondo sociale europeo



# Effetti dell'entrata in vigore del DPCM 20 dicembre 1999 sul trattamento di fine rapporto e sull'istituzione dei fondi pensione dei dipendenti pubblici



2. Al fine di avviare la previdenza complementare per il pubblico impiego, la Finanziaria 1998, legge 449/97, aveva favorito il passaggio al regime del TFR attraverso l'attribuzione di un'ulteriore quota contributiva, pari all'1,5% della retribuzione, da destinare alla previdenza complementare.

3. L'accordo quadro nazionale sottoscritto dall'ARAN e

## Il contenuto ed i principi del DPCM

La pubblicazione del Decreto del presidente del Consiglio dei ministri del 20 dicembre 1999 sulla Gazzetta ufficiale del 15 maggio 2000, è andata, quindi, a completare l'iter procedurale per la definitiva trasformazione dell'indennità di fine servizio dei dipendenti pubblici in trattamento di fine rapporto, permettendo così lo sviluppo, anche nel pubblico impiego, della previdenza complementare.

La riforma, che rende i pubblici impiegati più simili ai dipendenti del settore privato, è definitivamente entrata in vigore il 30 maggio 2000 (15 giorni dopo la pubblicazione sulla G.U.).

In particolare, il metodo di determinazione del trattamento di fine rapporto di lavoro, per chi farà questa scelta o per i nuovi assunti, prevede che il datore di lavoro accantoni, annualmente e per ogni dipendente, una quota ottenuta dalla divisione per 13,5 della retribuzione annua spettante al singolo lavoratore. Questa quota sarà poi rivalutata ogni anno in base ad un coefficiente costituito da una parte fissa, pari all'1,5%, e da una quota variabile, pari all'80% del tasso di inflazione.

È di fondamentale importanza sottolineare che il DPCM prevede che sia l'Istituto nazionale di previdenza per i dipendenti dell'amministrazione pubblica a gestire le quote di trattamento di fine rapporto con un meccanismo di accantonamenti virtuali e a liquidarlo ai dipendenti al momento della cessazione del rapporto di lavoro.

La gestione del fondo per il TFR dei dipendenti dello Stato, della scuola, delle università, della sanità e degli enti locali viene, pertanto, affidata all'INPDAP, alla quale le amministrazioni pubbliche dovrebbero continuare a versare il contributo previdenziale nella misura fissata.

Le nuove regole sul trattamento di fine rapporto di lavoro

si applicano, a partire dal 30 maggio del 2000, anche per i periodi di lavoro a tempo determinato, fatto salvo per i periodi pregressi di attività.

## Effetti dell'entrata in vigore del DPCM per i dipendenti

La data di entrata in vigore del Decreto del presidente del Consiglio dei ministri, il 30 maggio 2000, è estremamente importante in quanto determina, a seconda del momento di assunzione del dipendente, una diversa applicazione delle regole in materia di trattamento di fine rapporto e di fondi pensione.

### 1. Dipendenti già in forza il 30 maggio 2000 ("vecchi dipendenti"):

Entro il 31 dicembre del 2001, tutti i dipendenti in servizio prima dell'entrata in vigore del DPCM, devono scegliere se passare dal regime previsto per la vecchia buonuscita al nuovo regime di calcolo del trattamento di fine rapporto. L'opzione viene esercitata con la sottoscrizione del modulo di adesione al Fondo pensione complementare in quanto, secondo la nuova normativa, le scelte per l'applicazione del regime del TFR e per l'adesione al Fondo pensione sono vincolate una all'altra.

L'applicazione del criterio del TFR decorre a partire dalla data in cui il dipendente ha esercitato l'opzione mentre per il periodo precedente rimane in vigore la previdente normativa sull'indennità di fine servizio.

Il Decreto del presidente del Consiglio dei ministri lascia agli accordi collettivi il compito di stabilire le regole contributive e gli aspetti previdenziali dei nuovi Fondi pensione complementare, stabilendo altresì che, per il personale attivo al 30 maggio 2000, la quota di TFR accantonata alla previdenza complementare non può essere superiore al 2% della retribuzione utile al calcolo della liquidazione.

Per i vecchi dipendenti, inoltre, è riconosciuto, come incen-

tivo all'opzione dell'iscrizione al Fondo pensione complementare, il versamento di una quota figurativa, neutra rispetto ai normali conferimenti al Fondo pensione del dipendente e del datore di lavoro, pari all'1,5% della contribuzione utile al calcolo del TFR.

### 2. Dipendenti assunti dopo il 30 maggio 2000 (nuovi dipendenti):

Al personale assunto dopo questa data viene applicato automaticamente il regime del trattamento di fine rapporto senza necessità di opzione, mentre l'adesione al Fondo pensione complementare è lasciata alla volontà del nuovo dipendente. Nel caso in cui il lavoratore aderisca al Fondo pensione, l'intera quota di TFR maturata nell'anno deve essere accantonata in favore della previdenza complementare.

Lo Stato ha previsto di rendere subito disponibile, a favore dei Fondi pensione complementari, la somma di 200 miliardi annui per la copertura delle quote di TFR da accantonare al Fondo pensione. Le quote di trattamento di fine rapporto eccedenti tale somma, compreso il versamento aggiuntivo dell'1,5% riconosciuto ai vecchi dipendenti, saranno accantonate come quote figurative presso l'INPDAP e rivalutate secondo il tasso di rendimento che, in via transitoria durante il periodo di sviluppo dei Fondi pensione, sarà dato dalla media dei rendimenti netti ottenuti da un paniere di Fondi di previdenza complementare ed individuati con un apposito decreto del ministro del Tesoro. Quando la previdenza complementare pubblica sarà sufficientemente sviluppata, il tasso di rendimento delle quote figurative accantonate presso l'INPDAP sarà pari ai rendimenti medi ottenuti dai Fondi pensione dei dipendenti pubblici.

All'atto della cessazione del rapporto di servizio del dipendente, l'INPDAP conferirà al Fondo pensione di riferimento, le quote figurative accantonate e rivalutate in base alle regole appena menzionate.

\* Segue sul prossimo numero

## Precedenti riferimenti normativi

1. Al fine di equiparare i dipendenti pubblici a quelli privati, la legge 335/95 di riforma del sistema pensionistico aveva disposto che a quelli assunti dall'1/1/96 dovesse applicarsi il criterio privatistico di calcolo del TFR, in luogo della buona uscita, e che a quelli già in forza a tale data fosse data l'opzione di scegliere se mantenere il vecchio regime o passare al regime del TFR (ad esclusione di quanto già maturato).

dalle organizzazioni sindacali il 29 luglio 1999 aveva stabilito, tra l'altro, che il termine originariamente previsto dalla legge 335/95 per l'applicazione del TFR in favore dei nuovi assunti e per la possibilità di opzione in favore dei dipendenti già in forza, e cioè l'1/1/1996, fosse invece spostato al momento di entrata in vigore del DPCM, la cui emanazione era prevista dalla 335 stessa e che, quindi, risultava l'ultimo tassello mancante per avviare il nuovo regime.

## DERNIÈRE

*Au début de l'année on voudrait toujours passer des messages pleins d'espoir et de bonnes nouvelles, c'est ce que j'aurais voulu mais ayant subi un choc en apprenant certains faits, j'ai décidé de vous en faire part.*

*Je suis peut-être un lecteur distrait mais cela m'avait vraiment échappé que dans les guerres qui ont ravagé le Kosovo et encore avant la Bosnie avaient été employés des projectiles à l'uranium appauvri et que la même chose avait déjà été faite pendant la guerre de 1991 opposant les états de l'occident à l'Iraq.*

*Nombre de jeunes concernés par ces guerres auraient été touchés par différentes formes de tumeur à cause de contacts qu'ils auraient eus avec des substances qui dériveraient de l'emploi de ces engins.*

*À ces jeunes va toute notre solidarité et aux survivants nous souhaitons un prompt rétablissement.*

*Mais ce qui est encore plus grave, c'est que l'emploi d'engins dérivés de l'usage de l'énergie atomique dans ses différentes acceptions fasse partie du bagage des armées dans les guerres dites conventionnelles.*

*Quel sens devons-nous donc donner aux accords qui nous faisaient croire que l'utilisation d'armements atomiques avaient été bannie et que presque tous les états avaient signé lesdits accords. Les médias aussi à ce sujet n'avaient été guère bavards. Par conséquent l'opinion était désinformée.*

*Sans vouloir sauter du coq à l'âne, cette affaire me fait quand même penser au système qu'on définit avec le terme de globalisation qui, en soi, ne contient évidemment aucun mal mais qui doit nous amener à être toujours très attentifs quant à son application de la part des acteurs qui jouent cette pièce au niveau planétaire. L'emploi d'engins de guerre dont on parlait au début fait partie, qu'on le veuille ou non, de ce modèle de comportement.*

*Nous devrions nous pencher sur ces problèmes d'une façon positive, entre autres pour vérifier si les Valdôtains ont leur mot à dire sur ce sujet.*

LÉONARD TAMONE

## SAVT-énergie

### Uffici di Verrès e Pont-Saint-Martin

Anche nel 2001, il SAVT-énergie sarà presente con un suo incaricato negli uffici di Verrès e di Pont-Saint-Martin per offrire ai dipendenti del settore elettrico consulenza e assistenza varia quale:

- Pratiche per i rimborsi FISDE
- Pratiche per infortuni professionali ed extra-professionali
- Pratiche per spese di trasporto per scuola, borse di studio, ecc.
- Pratiche per ricerca di periodi lavorati, contributi assicurativi e previdenziali (marchette), pensioni.

L'orario della presenza dell'incaricato per i primi mesi del 2001 sarà:

	Pont-Saint-Martin		Verrès	
	tel. 01 25 80 43 83		tel. 01 25 92 04 25	
Gennaio	mercoledì 31	dalle 9 alle 11	martedì 30	dalle 9 alle 11
Febbraio	mercoledì 7	dalle 9 alle 11	martedì 6	dalle 9 alle 11
Marzo	mercoledì 7	dalle 9 alle 11	martedì 6	dalle 9 alle 11

Telefono cellulare dell'incaricato: 03 47 44 40 994.

Per i restanti mesi, l'orario sarà affisso nelle sedi di Pont-Saint-Martin e di Verrès, a causa di possibili spostamenti d'orario di lavoro in azienda dell'incaricato.

## Rischio amianto

Si comunica ai lavoratori e ai pensionati interessati all'esposizione al rischio da amianto che presso le sedi del sindacato e del patronato SAVT sono disponibili i moduli per la domanda da inoltrare alle aziende per richiedere il curriculum lavorativo.

Questa documentazione è necessaria per avviare la pratica nei riguardi degli enti preposti al fine, per chi ne avrà il diritto, di poter usufruire dei benefici previsti dalle normative in materia.